



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2007

Pays : République tchèque

Correspondant national

Nom Prénom : **BORZOVA Ivana**

Profession : **Department of Supervision**

Organisation : **Ministry of Justice**

E-mail : **iborzova@msp.justice.cz**

N° Téléphone : **+420 221 997 416**

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

10287189

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat/le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	51188666900
Niveau territorial / entités	

3) PIB par habitants (en €)

11067

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

8808

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2007

1 EUR = 27,530 CZK

Veillez indiquer les sources des questions 1 à 4

Czech Statistical Office
Czech National Bank

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 2. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

308769378

7) Veuillez préciser

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés:

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	256650345
Budget public annuel alloué aux nouvelles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	

technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)		2148275
Budget public annuel alloué aux frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui	
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	2429132
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	<input type="checkbox"/> Oui	
Budget public annuel alloué à la formation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	549546
Autres (Veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui	

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années)

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

en matière pénale ?

en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

3125972

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)

410508681

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)

15672575

14) Si possible, veuillez préciser

	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	13692699	1979876

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)

69619179

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre ministère	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parlement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cour Suprême	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil Supérieur de la Magistrature	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Organisme d'inspection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (suite de la question 18):

Ministry of Finance

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**
- **si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires**

Veillez indiquer les sources pour les questions 6, 7, 13 et 16

Ministry of Justice

2. Accès à la justice

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil juridique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

21) Si autres, veuillez préciser (suite de la question 20) :

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

There is a possibility for participant in the proceedings to ask for waiver of court fees ordered by the court, such release should be justified by the participant's personal situation and may not serve as arbitrary or apparently unsuccessful application or protection of law.

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

The waiver of the court fees (see question 22.) could refer to the whole proceedings including execution of judicial decisions.

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local:

	Nombre
Total	not recorded
En matière pénale	
En matière autre que pénale	

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- Oui
 Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Non	Oui	Total
en matière pénale ?	yes		
en matière autre que pénale ?	yes		

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

- Oui
 Non

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser est-elle prise par :

- le tribunal ?
 une instance extérieure au tribunal ?
 une instance mixte tribunal/organe externe ?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

- Oui
 Non

Veillez préciser :

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	oui	non
en matière pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
en matière autre que pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Veillez indiquer les sources pour les questions 24 et 26

Ministry of Justice

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement (Veillez précisez les adresses Internet) :

aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	www.mvcr.cz
à la jurisprudence des hautes juridictions ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	www.nsoud.cz
à d'autres documents (par exemple formulaires) ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	www.justice.cz

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

There is a special section in the internet site of the Ministry of Justice - www.justice.cz.

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Victimes du terrorisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfants/Témoins/Victimes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Victimes de violence domestique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Minorités ethniques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Personnes handicapées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délinquants mineurs	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui
 Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

- un dispositif public ?
 une décision du tribunal ?
 un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

Cases where damage to health has been the cause of action.

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- Oui
 Non

si oui, veuillez préciser :

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- durée excessive de la procédure ?
- non exécution des décisions de justice?
- arrestation injustifiée ?
- condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

The right to compensation for damage caused as a result of the decision to remand a person in custody is possessed by the person remanded in custody if criminal prosecution against the person has been discontinued, or the person has been acquitted, or the case has been committed to a different body.

The right to compensation for damage caused as a result of the judgment of conviction shall be possessed by the person having fully or partly served the sentence if the judgment has been later declared illegal and quashed.

Generally speaking, the right to compensation of damage is not possessed by a person who was fully responsible for his or her custody or conviction.

If the injured person dies as a result of wrongful arrest or wrongful conviction his or her surviving relatives are entitled to compensation of their subsistence costs. Compensation for the loss of profit shall be provided to the injured party in the amount substantiated by the injured party, if this is not possible, then in the amount of CZK 170 for every day spent in custody, prison, protective psychiatric or medical treatment.

Act No. 82/1998 Sb., regulating liability for damage caused in the course of execution of public authority by an improper decision or due to maladministration, was amended by Act No. 160/2006 Sb., which came into effect on 27th April 2006.

The amendment provides that, unless a time-limit has been set by the law, a breach of the duty to act or to issue a decision within a reasonable time shall also be considered maladministration. The purpose of this amendment is also to facilitate the provision of compensation for non-proprietary harm at a national level, i.e. without the necessity to appeal to the European Court of Human Rights.

When setting the amount of reasonable compensation the seriousness of the harm sustained as well as its circumstances shall be taken into consideration. Where the alleged non-proprietary harm subsists in the breach of a right to have one's matter disposed of within a reasonable time the following issues will be considered: the total length of proceedings, complexity of the matter, acts of the injured party contributing to the delays in proceedings, whether or not the injured used all means available to remove or prevent the delays in proceedings, acts of public authorities during proceedings, and the significance of the subject-matter of proceedings for the injured.

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- Enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- Enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- Enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc :

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (Enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enquêtes au niveau des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte sur la performance (par exemple la durée des procédures) ou sur le fonctionnement du système judiciaire (par exemple le traitement d'une affaire par un juge)?

- Oui
 Non

44) Si oui, veuillez préciser :

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Pouvez-vous donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau)

	Nombre total
Tribunaux: de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	86
Tribunaux: spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	
Tous les tribunaux (implantations géographiques)	98

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés)

We no special courts, but the judges specialized e. g. for juvenile cases, foreigners, traffic crimes, financial and banking crimes, lease of residential and non-residential premises, rights to intellectual and industrial property, business cases, Commercial Register cases, bankruptcy and composition cases, protection of competition cases, negotiable instruments cases, labour cases, execution of judgement, cases with foreign elements and administrative justice cases.

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant :

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance	86
un licenciement	86
un vol avec violence	86

Veillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

Veillez indiquer les sources pour la question 45

Ministry of Justice

3. 1. 2. Juges, personnels tribunaux

49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

2995

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	
si possible, donnée en équivalent temps plein	

51) Veuillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veuillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

6 893 lay judges, who sit usually 20 calendar days in one calendar year.

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

- Oui
 Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

The above mentioned lay judges participate for example in district courts in employment cases and in regional courts as courts of first instance in criminal cases where the law provides that the minimum term of imprisonment exceeds five years.

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

8.911

56) Si possible, pouvez-vous distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes:

personnels non juge (Rechtspfleger), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	1637
personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	4420
personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	1867
personnels techniques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	987

Veillez indiquer les sources pour les questions 49, 50, 52, 53 et 55

Ministry of Justice
Regional, High and Supreme Courts

3. 1. 3. Procureurs**57) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)**

1.201

58) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

59) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

1.599

Veillez indiquer les sources pour les questions 57 et 59

Ministry of Justice and Public Prosecutor's Offices

3. 1. 4. Budget et Nouvelles technologies

60) Qui est responsable du budget du tribunal ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Président du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Directeur administratif du tribunal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Greffier en chef	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

61) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

62) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	- 10 % des tribunaux
Traitement de texte	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Base de données électronique pour la jurisprudence	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dossiers électroniques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
E-mail	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connexion internet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

63) Pour l'administration et la gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information sur la gestion du tribunal	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information financière	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

64) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Site internet spécifique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres moyens de communication électronique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

65) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire? (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent)

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution :

Ministry of Justice

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les questions 62, 63 et 64

Ministry of Justice

3. 2. Suivi et évaluation

3. 2. 1. Suivi et évaluation

66) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?

Oui

Non

67) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

le nombre de nouvelles affaires ?

le nombre de décisions rendues ?

le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?

la durée des procédures (délais)?

autre?

Veillez préciser:

postponed cases = pending cases

68) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

Oui

Non

Veillez préciser

69) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance?

Oui

Non

70) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice.

Nouvelles affaires

Durée des procédures (délais)

Affaires terminées

Affaires pendantes et stocks d'affaires

Productivité des juges et des personnels des tribunaux

Pourcentage d'affaires traitées par un juge unique

Exécution des décisions pénales

Satisfaction du personnel des tribunaux

Satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

Qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux

Coûts des procédures judiciaires

Autre

Veillez préciser:

71) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge?

Oui

Non

72) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux ?

Oui

Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

pouvoir législatif

pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature)

autre

Veillez préciser

74) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

75) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performances des tribunaux :

le Conseil supérieur de la Magistrature

le Ministère de la Justice

un organe d'inspection

- la Cour Suprême
- un organe d'audit extérieur
- autre?

Autre, veuillez préciser :

76) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

77) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- Oui
- Non

78) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile ?
- en matière pénale ?
- en matière administrative ?

79) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

80) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

- Oui
 Non

Veillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation) :

The Ministry of Justice prepares the plan of the checks according to the results of the annual reports.

81) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Statistics, the Supreme Public Prosecutor's Office prepares annual activity report.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux

Veillez indiquer les sources pour les questions 70, 71, 72 et 76

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

82) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience? (jugements par défaut)

83) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année) :

not recorded

84) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence :

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	3	23	22	0
Procédures civiles - Article 6§1 (non exécution)	1	0	0	0
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	0	2	4	0

Veuillez indiquer les sources pour les questions 82 et 84

Ministry of Justice

Office of the Government Agent before the European Court of Human Rights

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

85) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile ?

en matière pénale ?

en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser :

86) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges) ?
- en matière pénale (petites infractions) ?
- en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

87) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles et administratives

88) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total				

d'affaires civiles, commerciales et administratives(1-7)	344612	1339889	1353285	331216
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	169208	327964	332478	164694
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	34692	100232	103012	31912
3 Affaires relatives à l'exécution	22987	308612	313105	18494
4 Affaires relatives au registre foncier**	-	-	-	-
5 Affaires relatives au registre du commerce**	3656	129251	128710	4197
6 Affaires administratives*	7927	11901	11631	8197
7 Autres	106142	461929	464349	103722
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	25323	100233	101252	24304
8 Affaires pénales (infractions graves)	-	-	-	-
9 Petites infractions	-	-	-	-

89) * Les affaires mentionnées aux catégories 3 à 5 (exécution, registre foncier, registre du commerce) sont exclues de ce total et doivent être présentées séparément dans le tableau. Les affaires mentionnées à la catégorie 6 (affaires administratives) sont exclues de ce total pour les pays disposant de tribunaux spécialisés ou d'unités spécialisées au sein des juridictions.

**** s'il y a lieu**

Remarque : pour les affaires pénales il peut y avoir une difficulté de classification entre affaires pénales graves et petites infractions. Certains pays peuvent connaître d'autres voies de traitement des petites infractions (par exemple par la procédure administrative). Veuillez indiquer, si possible, les catégories d'affaires reportées dans la catégorie affaires pénales (infractions graves) et les affaires à reporter dans la catégorie "petites infractions".

Explication

Other - e. g. probate cases and payment orders.

90) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	16191	70963	69977	17177
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	-	-	-	-
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	-	-	-	-
3 Affaires relatives à l'exécution	-	-	-	-
4 Affaires relatives au registre foncier**	-	-	-	-
5 Affaires relatives au registre du commerce**	-	-	-	-
6 Affaires administratives	-	-	-	-
7 Autres	-	-	-	-
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	1613	13545	13584	1574
8 Affaires pénales (infractions graves)	-	-	-	-
9 Petites infractions	-	-	-	-

91) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses);**(veuillez compléter le tableau)**

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	7150	11700	10731	6789
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	3916	7507	6002	4091
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	-	-	-	-
3 Affaires relatives à l'exécution	-	-	-	-
4 Affaires relatives au registre foncier**	-	-	-	-
5 Affaires relatives au registre du commerce**	-	-	-	-
6 Affaires administratives	3234	4193	4729	2698
7 Autres	-	-	-	-
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	204	2351	2350	199
8 Affaires pénales (infractions graves)	-	-	-	-
9 Petites infractions	-	-	-	-

92) Nombre d'affaires de divorces, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance (compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1er janvier 2006	Affaires nouvelles	Décisions	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Divorces	18663	35735	38820	15886
Licenciements	-	-	231	-
Vols avec violence	-	-	-	-
Homicides volontaires	-	-	-	-

93) Durée moyenne des procédures (à partir de la date de saisine du tribunal)

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance	2ème instance	Total de la procédure
Divorces	-	-	-	-	602*
Licenciements	-	-	-	-	284**
Vols avec violence	-	-	365	48	206,5
Homicides volontaires	-	-	289	34	161,5

94) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce:

If marriage has existed for at least 1 year, spouses have not lived together for more than 6 months and the petition for divorce by one spouse is joined by the other, the court does not establish the grounds for the breakdown of marriage and issues the judgment of divorce if the parties submit:

- a written agreement with officially verified signatures of parties which regulates the settlement of property after divorce, the rights and duties of the parties with respect to their common housing and duty to financially maintain the other spouse, if relevant, and
- a final and conclusive decision of court approving the spouses' agreement with respect to their minor children after divorce.

If there is a minor child (minor children) the court decides, before issuing the judgment of divorce, on the rights

and duties of parents with respect to the child or children, in particular, which of them will be entrusted with custody of a child or children and what their duties to (financially) support and maintain children are. Marriage may not be divorced until the decision on the position of children after divorce becomes final and conclusive. The decision on parental responsibility may be replaced by an agreement of parents which must be approved by court to be valid.

95) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? (veuillez décrire la méthode de calcul)

From filing the action until the decision is legal effective.

96) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- diriger ou superviser l'enquête policière
- faire des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Veuillez préciser:

A public prosecutor's office carries out investigation of offences committed by members of the Police and Intelligence Services.

97) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

The public prosecutor's office is authorized to file a motion for opening civil proceedings or enter civil proceedings already opened in cases stipulated by law, for example:

- the public prosecutor's office may file a motion for commencing civil proceedings on invalidity of a contract to transfer the title to property if the provisions restricting the freedom of contracting parties were disrespected at the moment of making the contract,
- the public prosecutor's office may join civil proceedings already commenced in relation to:

- determination whether parental consent to the child's adoption should be required,
- the order for special institutional treatment of juveniles, or extension of such an institutional treatment,
- suspension, limitation and deprivation of parental responsibility,
- legal capacity,
- declaration of the death of a person,
- declaration of admissibility of taking or keeping of a person in a medical (health care) institution,
- Commercial Register (registration of companies),
- bankruptcy and composition cases including cases commenced as a result of bankruptcy proceedings.

98) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter ce tableau :

	Reçues par le Procureur	Classées sans suite par le Procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le Procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le Procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le Procureur	Portées par le Procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	83319	0*	94	10965	0	58863

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Question 90. - Appellate courts - regional courts - decide as courts of first instance on various other cases, e. g. Business Register cases and administrative law cases (see question 88.), cases concerning rights to intellectual and industrial property, business cases where the value of the claim is higher than 100.000,- Czech crowns, bankruptcy and composition cases and protection of competition cases. The above mentioned numbers refer only to appellate cases.

Question 91. - Number of cases in the highest instance court - cases of the Supreme Court and the Supreme Administrative Court.

Question 93. * - all disputes according to the Family Act

** - all labour disputes

Question 98. * - cases where the offender could not be identified are discontinued by the Police.

Veuillez indiquer les sources pour les questions 92 à 94 et question 98

Ministry of Justice

Statistics of the Supreme Court and the Supreme Administrative Court

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

99) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

100) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges ?
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges ?

101) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges :

The judges are nominated by President of the Republic. The Minister of Justice is competent for the promotion of judges.

102) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? (Veuillez préciser)

The judge can be promoted to a regional or a high court if he has at least 8 years of standing and if his expertise and experience may guarantee the proper exercise of the function.

The judge can be promoted to the Supreme Court if he has at least 10 years of standing and if his expertise and experience may guarantee the proper exercise of the function.

103) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

104) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs ?
- une instance composée de seulement de non procureurs?
- une instance composée de procureurs et de non procureurs?

105) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

The prosecutors are nominated by the Minister of Justice. The Minister of Justice is also competent for the promotion of prosecutors.

106) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? (veuillez préciser)

The application for promotion to a higher tier of Prosecuting Offices is lodged by the prosecutor to the Head of the Supreme Public Prosecutor's Office, who also attaches his/her opinion. In the process of promotion the professional qualifications of the respective prosecutor (applicant) is taken in account.

107) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

Oui

Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

The office ceases to exist at the end of the calendar year when the respective judge has reached 70 years of age.

108) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs ?

Oui

Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

The office of public prosecutor ceases to exist on 31 December of the calendar year when the prosecutor has reached 70 years of age.

109) Si non, qu'elle est la durée du mandat ?

Est-il renouvelable ?

pour les juges

oui, veuillez préciser la durée

pour les procureurs

oui, veuillez préciser la durée

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

5. 1. 2. Formation

110) Nature de la formation des juges.

Est-elle obligatoire?

Formation initiale

- Formation continue générale
- Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. présidence d'un tribunal)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

111) Fréquence de la formation des juges :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécialisées	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

112) Nature de la formation des procureurs. Est-elle obligatoire?

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. procureur général et/ou gestionnaires)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

113) Fréquence de la formation des procureurs :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue spécialisée	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

The training for judges and prosecutor is not compulsory, but it takes place regularly according to the needs.

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

114) Salaires des juges et des procureurs (compléter le tableau)

	Salaire annuel brut (Euro)	Salaire annuel net (Euro)
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	21838	
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	42760	
Procureur au début de sa carrière	18438	
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	39579	

115) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Retraite spécifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Logement de fonction	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre avantage financier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

116) Si autre avantage financier, veuillez préciser :

Judges/procesutors are entitled to obtain housing only if they are temporarily transferred to another court/prosecuting office.

Other benefit - expenses for representation and expenses for specialist law books the amount of 5,5% of the salary.

117) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Consultant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre fonction	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

118) Si autre fonction, veuillez préciser

Judges can work as consultants only fo the Ministry of Justice, Government and Parliament.

They can also produce literary and artistic work.

119) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Consultant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre fonction	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

120) Si autre fonction, veuillez préciser :

Prosecutors can work as consultants only fo the Ministry of Justice, Government and Parliament.

They can also produce literary and artistic work.

121) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer la source pour la question 114

Ministry of Justice

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

122) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser :

The Minister of Justice against any judge/prosecutor, presidents of courts and the heads of the prosecutions against judges/prosecutors in their respective court/prosecutions and against judges/prosecutors in lower courts/prosecutions.

123) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ?

Veillez préciser:

Disciplinary courts - they are composed of the chairman and 4 judges.

In the cases of public prosecutors the disciplinary court is composed of the chairman and 3 public prosecutors.

**124) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs :
nombre de procédures disciplinaires intentées**

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	40	10
1. Faute déontologique	3	5
2. Délit pénal	-	-
3. Insuffisance professionnelle	36	5
4. Autre	1	-

**125) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs :
nombre de sanctions prononcées**

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	22	6
1. Réprimande	5	1
2. Suspension	-	-
3. Révocation	-	-
4. Amende	-	-
5. Diminution de salaire temporaire	16	3
6. Rétrogradation de poste	-	-
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement	-	-
8. Démission	1	2
9. Autre	-	-

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

126) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays

8.405

127) Ce chiffre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ?

- Oui
 Non

128) Nombre de conseillers juridiques

129) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice ?

- Affaires civiles*
 Affaires pénales - Défendeur*
 Affaires pénales - Victime*
 Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

A lawyer is entitled to provide legal services – legal services are to be understood as representation in proceedings before courts and other state authorities, defence in criminal cases, provision of legal advice, preparation of documents, preparation of legal analysis and other forms of legal aid (§ 1(2) of the Act on Legal Profession, No. 85/1996 Coll., as subsequently amended).

A lawyer is further entitled to substitute officially certified signature required under special legal regulations by his declaration having the same effects, if a lawyer prepared the document himself and an acting person signed it in his own hand in a lawyer's presence (§25a of the Act on Legal Profession No. 85/1996 Coll., as subsequently amended).

Proceedings before the Supreme Court:

According to § 241 of the Civil Procedure Code (Act No. 99/1963 Coll., as subsequently amended), within proceedings on appellate review of a decision (an extraordinary remedial measure) and appellant has to be represented by a lawyer or a notary, except for the case when an appellant is a physical person with education in law, or where an appellant is a legal entity, the state, a municipality, or a higher self-administrative unit on behalf of which a person with education in law is acting.

According to § 265d of the Criminal Code (Act No. 141/1961 Coll., as subsequently amended), a defendant may submit the appellate review only through a defence counsel. According to § 35(1), only a lawyer may be a defence counsel in criminal proceedings through a defence counsel – according to § 35(1), only a lawyer may be a defence counsel in criminal proceedings.

Proceedings before the Supreme Administrative Court:

According to § 35(2) of the Judicial Administrative Procedure Code (Act No. 150/1961 Coll., as subsequently amended), a party in the proceedings according to the Judicial Administrative Procedure Code may be represented by a lawyer or possibly by

another person practising special legal consultancy according to special Acts, if the petition concerns activities stated herein, (patent representatives, tax advisors, notaries). A party may be further represented by a trade union organization, by a legal entity established on the basis of the Act on Association of Citizens or by a physical person.

According to § 105(2), a petitioner in the proceedings on cassation complaint has to be represented by a lawyer, except for the case when a petitioner, his employee or a member acting on his behalf or representing him has a university-level education in law required for exercising practise a lawyer.

Proceedings before the Constitutional Court:

According to § 29 to § 31 of the Act on the Constitutional Court (Act No. 182/1993 Coll., as subsequently amended), only a lawyer or a notary may represent a party or an enjoined party in proceedings before the Constitutional Court. Individuals (natural individuals or legal entities) must be represented by a lawyer or a notary. In such proceedings, a representative is not entitled to be represented by another representative (prohibition on substitution).

130) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national ?
- un barreau régional ?
- un barreau local ?

Veillez préciser :

The Czech Bar Association was established on the basis of the law (§ 40 on Legal Profession, No. 85/1996 Coll., as subsequently amended). The Bar is a self-administrative professional organization of all lawyers. The Bar exercises public administration in the field of legal profession. When exercising public administration, the Bar proceeds according to the mentioned Act and according to the Administrative Procedure Code.

Veillez indiquer la source pour la question 126

Czech Bar Association

6. 1. 2. Formation

131) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

132) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- oui
- Non

133) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

6. 1. 3. Honoraires

134) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

- Oui
 Non

135) Les honoraires des avocats sont-ils :

- réglementés par la loi ?
 réglementés par le Barreau ?
 librement négociés ?

6. 2. Evaluation

6. 2. 1. Plaintes et sanctions

136) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

- Oui
 Non

137) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau ?
 le législateur ?
 autre ?

Veuillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

The following person may become a lawyer: a person fully capable to perform acts in law program in a university in the Czech Republic or having completed education in law

in a university abroad (if international treaty binding the Czech Republic stipulates so, or if such education is recognized according to special legal regulations), and exercising legal practice of and articulated clerk to a lawyer for a period of at least three years, if such person passed the Bar examinations and he/she is not an employment relationship (except for work of a university trachtet) and if such person made a lawyer´s promise. Judiciary examinations and public prosecutor´s examinations may be recognized as the bar examination.

138) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat ?
 le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

139) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires :

- le juge ?
 le ministère de la Justice ?
 une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

See points 140 and 141 below. 3-members (lawyers, members of the Disciplinary Comission of the Czech Bar Association) of the Disciplinary senate decide on the disciplinary offence and a disciplinary measures, specified in the § 32 of the Law of Legal Profession. President of the Bar decides about the event. appeal, Court decides in the last instance.

**140) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats:
 Procédures disciplinaires initiées**

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
--	---------------------	------------------------------	-------------	-------

Nombre annuel	132			
---------------	-----	--	--	--

141) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats :

Types de sanctions prononcées

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel	12	7		26	

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

The following may be imposed on a lawyer for violation of discipline: reprimand, public reprimand, fine up to the minimum monthly wage determined in a special legal regulation from six months to three years, deletion from the list of lawyers. In the case of less significant violation of duties, it is possible waive disciplinary measures if the hearing of the violation of discipline itself can be regarded as sufficient.

7. Modes alternatifs de règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

142) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation judiciaire :

	Possibilité de médiation privée ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires familiales (ex: divorces)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires administratives	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Licenciements	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

143) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

Legal and procedural advise from Mediator (Probation Officer), information leaflet etc.

144) Pouvez-vous donner des informations sur les médiateurs accrédités ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de médiateurs :

145) Pouvez-vous donner des informations sur le nombre total de procédures de médiation concernant :

- les affaires civiles ? oui, nombre :
- les affaires familiales ? oui, nombre :
- les affaires administratives ? oui, nombre :

les affaires de licenciements ?

oui,
nombre :

les affaires pénales ?

oui, 700
nombre :

Veillez indiquer la source pour la question 145

Statistic of Probation and Mediation Service

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

146) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives de règlement des litiges (par ex. arbitrage) ? Veuillez spécifier :

Arbitration procedure is regulated in the Czech Republic by Act No. 216/1994 Sb. on arbitration procedure and enforcement of arbitral awards, which came into effect on 1st January 1995. The existing legal regulation provides that any property cases may be resolved by arbitration procedure if the parties to such cases have explicitly agreed on submitting their disputes to arbitration, disputes arising out of the execution of judgments and cases relating to bankruptcy or composition are excluded from arbitration.

Arbitration proceedings may be held before one or more arbitrators appointed by the parties for their particular case (ad hoc proceedings), it can also be held before an institutional arbitration tribunal established under the Act (institutional arbitration proceedings).

Advantages of arbitration also subsist in the fact that an arbitral award is more easily enforceable than a judgment of court because the New York Convention of 1958 enables recognition and enforcement of arbitral awards in more than 130 countries worldwide.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de modes alternatifs de règlements des litiges et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

147) Nombre d'agents d'exécution

539

148) Les agents d'exécution sont-ils :

- des juges ?
- des huissiers de justice exerçant en profession libérale ?
- des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
- d'autres agents d'exécutions ?

Veillez préciser leur statut :

We have bailiffs working at courts (419) and private executors - private individuals licensed by the State (120).

149) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

150) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
- une instance régionale ?
- une instance locale ?

151) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- Oui
- Non

152) Les frais d'exécution sont-ils :

- réglementés par la loi ?
 librement négociés ?

Veillez indiquer la source pour la question 147

Ministry of Justice
Chamber of Private Executors

8. 1. 2. Supervision**153) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- Oui
 Non

154) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- une instance professionnelle ?
 le juge ?
 le ministère de la Justice ?
 le procureur ?
 autre ?

Veillez préciser :

State supervision over private executors is carried out by the Ministry of Justice. The Chamber of Private Executors supervises activities of private executors and their management of private's offices.

A bailiff (an employee of the court) is governed by the judge in his activities.

155) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

The Chamber of Private Executors

156) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer les sources pour les questions 155 et 156

Ministry of Justice

8. 1. 3. Plaintes et sanctions

157) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? (Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum)

- absence de toute exécution ?
 non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques?
 manque d'information ?
 durée excessive ?
 pratiques illégales ?
 supervision insuffisante ?
 coût excessif ?
 autre ?

Veuillez préciser:

158) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

159) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

- pour les affaires civiles ?
 pour les affaires administratives ?

160) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

- entre 1 et 5 jours ?
 entre 6 et 10 jours ?
 entre 11 et 30 jours ?
 plus ?

Veuillez préciser :

161) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution:

Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	7
Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	11
Délit pénal	<input type="checkbox"/> oui, nombre :	0
Autre	<input type="checkbox"/> oui, nombre :	0

162) Sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

Réprimande	<input type="checkbox"/> oui, nombre :	0
Suspension	<input type="checkbox"/> oui, nombre :	0
Révocation	<input type="checkbox"/> oui, nombre :	0
Amende	<input type="checkbox"/> oui, nombre :	0
Autre	<input type="checkbox"/> oui, nombre :	0

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

7 disciplinary proceeding was closed: in 5 cases the disciplinary proceedings were discontinued and in 2 cases the enforcement agents were acquitted from disciplinary charges.

Veillez indiquer les sources pour les questions 157 et 160

Ministry of Justice

8. 2. Exécution des décisions pénales

8. 2. 1. Fonctionnement

163) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).
 Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur).

The judge shall decide on suspension of the term of imprisonment.

164) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

165) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non, allez à la question 170.

- Oui
 Non

166) Les notaires ont-ils un statut :

privé (sans contrôle par une autorité publique)?

oui,
nombre :

de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics?

oui, 450
nombre :

public ?

oui,
nombre :

autre ?

oui,
nombre et
précisez :

167) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Veillez préciser :

Notaries are designated to carry out certain acts within probate proceedings. They also may accept money and documents to be deposited with them, they may also act as trustees in bankruptcy or as composition trustees in the bankruptcy and composition proceedings.

Veillez indiquer la source pour la question 166

Ministry of Justice, Chamber of Public Notaries

9. 1. 2. Supervision

168) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
 Non

169) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires :

- une instance professionnelle ?
 le juge ?
 le ministère de la Justice ?
 le procureur ?
 autre ?

Veillez préciser :

The Chamber of Public Notaries, the Ministry of Justice and the judge in the probate proceedings.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

10. Fonctionnement de la justice

10. 1. Réformes envisagées

10. 1. 1. Réformes

170) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? (par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. ...) Si oui, veuillez préciser.

New Czech Law - Insolvency Act will become effective on January 1, 2008. It introduces the new concept in the Czech law - personal bankruptcy discharge. The natural individuals have two possibilities of solving their insolvency: bankruptcy and discharge from debts.